Petrinioti Xanthi, L'immigration en Grèce,
Odysseas / Bibliothèque de l'Institut de Relations
Internationales, Athènes, 1993, 128 p. (en grec)

Hamit Bozarslan

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/342>

DOI : 10.4000/conflits.342

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 1996

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Hamit Bozarslan, « Petrinioti Xanthi, L'immigration en Grèce, Odysseas / Bibliothèque de l'Institut de Relations Internationales, Athènes, 1993, 128 p. (en grec) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 23 | automne 1996, mis en ligne le , consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/342> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.342>

Ce document a été généré automatiquement le 30 mars 2021.

Creative Commons License

Petrinioti Xanthi, L'immigration en Grèce, Odysseas / Bibliothèque de l'Institut de Relations Internationales, Athènes, 1993, 128 p. (en grec)

Hamit Bozarslan

- 1 Dès les années quatre-vingt, la Grèce a connu un changement socio-économique de plus en plus important car, à l'instar des autres pays de l'Europe du Sud, elle a passé de l'état de pays d'émigration à celui de pays d'immigration, le nombre d'immigrés et notamment d'immigrés clandestins présents sur son territoire étant devenu particulièrement élevé dans les années quatre-vingt-dix. L'étendue limitée du phénomène dans le passé rendant compréhensible le fait que l'immigration n'a attiré l'intérêt des scientifiques que dans la deuxième moitié des années quatre-vingt, ce n'est que dans les années quatre-vingt-dix que nous assistons à une production abondante d'études en la matière. Mais, à l'exception de quelques rares travaux, ces études consistaient notamment en des approches partielles car soit elles se limitaient à l'examen de l'impact de l'immigration sur l'économie grecque soit elles se focalisaient sur certains aspects particuliers de la question, tels que les réfugiés, les Pontiques et les réfugiés politiques grecs. Malgré donc le nombre croissant de publications sur l'immigration en Grèce, nous ne disposons pas ces dernières années d'une étude globale du phénomène. L'ouvrage de Petrinioti est alors bien original à cet égard car l'auteur, entreprenant la formation d'une image de synthèse, examine l'étendue actuelle de l'immigration, classe les immigrants et présente leur profil socio-économique, met en évidence les facteurs qui contribuent à la hausse de l'immigration et étudie son impact économique et social sur la société grecque en vue d'avancer certaines propositions sur la politique à suivre. Plus précisément, prenant en considération les particularités de l'immigration en Grèce, Petrinioti structure la présentation de l'étendue du phénomène autour d'un axe administratif (immigrés en

situation régulière ou irrégulière, réfugiés), auquel se greffe un axe ethnique (immigrés d'origine grecque ou étrangère). Le tableau ainsi dressé contient des informations intéressantes surtout en matière d'immigration clandestine et peut être divisé en cinq parties portant sur : a) les immigrés d'origine grecque en situation régulière qui, dans les vingt dernières années, ont atteint 167.000 personnes. Ce chiffre comprend d'une part des Grecs de la diaspora dans les pays développés et, d'autre part, des Chypriotes, des Pontiques et des membres des minorités grecques en Turquie et en Albanie ; b) les immigrés étrangers en situation régulière qui, en 1989, s'élevaient à 173.500 personnes, dont 123.500 étaient originaires notamment des pays du tiers-monde et de l'Europe de l'Est. Les ressortissants des pays membres de la Communauté ne correspondant qu'à 29% des étrangers en situation régulière, ce taux est nettement inférieur à la moyenne communautaire ; c) les immigrés d'origine grecque en situation irrégulière, à savoir les membres de la minorité grecque en Albanie qui, jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix, étaient considérés par l'Etat grec comme des demandeurs d'asile. En 1993, ils étaient estimés à 20.000 personnes ; d) les immigrés étrangers en situation irrégulière qui, en 1993, étaient estimés à 260.000 personnes, dont 150.000 Albanais ; e) les réfugiés qui, en 1992, atteignaient 5.000 personnes, dont 2.000 étaient sous le mandat du HCR. Ces réfugiés ne sont en principe autorisés qu'à séjourner provisoirement en Grèce, jusqu'à ce qu'ils obtiennent un visa pour un autre pays. Définissant enfin les tendances futures en matière d'immigration, Petrinioti signale l'existence d'un grand nombre d'immigrants potentiels, qu'ils soient membres de la diaspora grecque dans l'ex-URSS ou originaires des pays balkaniques, qui immigreraient en Grèce à cause des conflits ethniques et politiques déclenchés dans ces régions. L'examen des facteurs qui contribuent à la hausse de l'immigration s'appuyant sur la division classique en facteurs d'attraction et d'éloignement, il ressort qu'en ce qui concerne les immigrés d'origine grecque les facteurs d'attraction sont de nature sentimentale et, le cas échéant, liés à la recherche d'une amélioration de leur niveau de vie tandis que les facteurs d'éloignement sont liés au déclenchement d'hostilités ou à une modification radicale de la politique adoptée à leur égard dans leur pays d'installation. Les étrangers originaires des pays sous-développés ou en voie de développement sont essentiellement attirés par les conditions du marché du travail grec. Les immigrés clandestins occupent en général des emplois subalternes, provisoires, demandant peu ou guère de qualifications et mal rémunérés. Les demandeurs d'asile enfin choisissent la Grèce à cause surtout de sa position géographique, le pays se trouvant près du Moyen Orient, de l'Europe de l'Est et des pays balkaniques. Le bilan de la présence sur le territoire grec des immigrés étrangers en situation régulière étant incontestablement positif tant sur le plan économique que sur le plan social, l'examen de l'impact de l'immigration clandestine sur la société grecque révèle certaines ambivalences mais, faute d'études antérieures, Petrinioti limite ses conclusions à un nombre de remarques générales qui, quoique plausibles, sont peu ou guère fondées sur des sources précises. Ceci dit, l'auteur constate que si la hausse de la délinquance et de la xénophobie paraît effectivement liée à celle de l'immigration clandestine, l'association faite fréquemment entre la hausse du chômage et celle de l'immigration clandestine paraît moins évidente dans la mesure où les immigrés clandestins exercent le plus souvent des emplois que les Grecs ne souhaitent plus exercer. Evaluant l'impact de l'immigration clandestine sur l'économie grecque, Petrinioti estime enfin que cette abondance de main d'œuvre à bon marché qui, à court terme, rend plusieurs produits grecs compétitifs dans le marché international aura, à long terme, des conséquences néfastes puisqu'elle prolonge la

viabilité de petites entreprises peu organisées et retarde la modernisation de l'équipement et de l'infrastructure logistique de nombreuses entreprises grecques. La présentation des réponses étatiques suscitées par l'immigration constituant le point le plus faible de cet ouvrage, nous constatons que l'auteur se contente de nous offrir un aperçu de la législation en vigueur et, évitant toute analyse critique des mesures policières, se limite à souligner le faible degré de cohérence des mesures adoptées et à observer que, face à la hausse de l'immigration clandestine, les autorités tendent à réduire le nombre de permis de séjour et de travail délivrés. Cette position impliquant l'absence de toute critique quant aux logiques sous-tendant la conception et la mise en application de la politique grecque sur l'immigration et, éventuellement, quant aux enjeux politiques sous-jacents, les propositions de l'auteur s'intègrent en fait dans une approche essentiellement pragmatique. Considérant en effet la connaissance approfondie de l'étendue et de l'impact réel de l'immigration en Grèce comme condition indispensable à la planification et à la mise en œuvre de toute politique efficace en la matière, Petrinioti insiste sur l'élaboration de statistiques plus complètes, qui couvriraient toutes les données relatives aux immigrés, et propose l'adoption d'une politique plus réaliste, susceptible d'anticiper l'aggravation du phénomène dans les années à venir, qui, loin de consister en un renforcement des contrôles, impliquerait la mise en application d'une véritable politique d'intégration. Si alors nous pouvons regretter la portée relativement limitée de l'ouvrage de Petrinioti, son étude constitue incontestablement une étape nécessaire à la compréhension du phénomène et des réponses qu'il a suscitées. Mise à jour jusqu'au début de l'année 1993, elle comprend de nombreuses statistiques et, complétée par une riche bibliographie, elle est suivie d'un résumé en anglais.

- 2 Anastassia Tsoukala
- 3 Catherine Wihtol de Wenden, Anne de Tinguy (dir.), *L'Europe et toutes ses migrations*, Bruxelles, Editions Complexe, 1995, 175 p., annexes statistiques, bibliographie.
- 4 Ce petit ouvrage de la collection du CERI comprend une présentation, un chapitre général signé par les deux codirecteurs, cinq études de cas et une conclusion. Dans sa présentation (pp. 7-9), C. Wihtol de Wenden souligne que l'immigration constitue un « enjeu politique majeur » des pays occidentaux, mais que les « spécificités politiques nationales » rendant difficile la recherche de « solutions communes » aux problèmes qu'elle pose. D'emblée, deux conclusions s'imposent : la fermeture des frontières reste « en grande partie illusoire » et « c'est la progression de l'intégration qui fait de l'immigration l'objet de si vifs débats, et non l'inverse » (p. 9). Le chapitre introductif (*L'Europe et ses migrations*, pp. 13-53), rappelle que 15 millions de personnes se sont installées en Europe entre 1980 et 1992. Cet élargissement s'est réalisé par le regroupement familial, par l'arrivée de jeunes immigrés, et depuis peu, par des mouvements migratoires en provenance des pays de l'ancien bloc de l'Est. Mais ces déplacements ne sont pas tous synonymes d'une installation définitive : les catégories sont floues, tant le tourisme, le commerce et l'immigration sont entremêlés. Les réponses européennes à ces mouvements se résument, en gros, en trois mots : Schengen, Trevi, Dublin. Ces phases de construction sécuritaire de l'Europe sont porteuses d'amalgame entre immigration, terrorisme et demandes d'asile politique. Le traitement de l'immigration Conçue comme une menace se fait par l'invention d'une « police à distance gérée par procuration avec les Etats tampons » (pays de l'Est, Maroc) (p. 52). Au-delà de cette « convergence majeure » dans la gestion de l'immigration

cependant, les divergences, explicables autant par l'histoire que la culture politique ou la situation politique intérieure persistent. Enfin, il convient de noter que l'immigration présente des enjeux internes fort différents selon les pays. Après cette introduction qui fournit des informations sommaires sur la Grèce, le Portugal et l'Espagne, traités conjointement, C. de Wenden (« France] les mirages de l'immigration zéro » (pp. 57-71)) insiste sur les mutations des années 90 (situation des banlieues, lois Pasqua). Les problèmes d'intégration (le chômage, le berceau du communautarisme ethnique et religieux qui tourne le dos à l'intégration », mais aussi une opinion publique défavorable), ainsi que les thèmes de la citoyenneté et de la communautarisation sont analysés en comparaison avec les années 80. Les années 90 « voient s'amorcer la crise du mouvement associatif civique et plus généralement du politique » (p. 68). Pour des raisons liées autant aux pays d'origine qu'aux dynamiques propres de l'immigration, l'islam devient visible dans l'espace immigré. Les dirigeants de quelque 1000 associations religieuses sont « de nouveaux acteurs par rapport aux leaders associatifs de la décennie précédente ». Les enjeux évoluent également : « le thème de la citoyenneté laisse place aux actions tournées vers le groupe lui-même » (p. 69). Dans son riche chapitre (« Royaume-Uni : l'intégration politisée » (pp. 73-90)) John Crowley discute la définition anglaise de la nation et l'enjeu de la situation britannique en comparaison avec la France et l'Allemagne : « donner un contenu culturel et symbolique à une intégration qui, juridiquement et politiquement, a déjà eu lieu » (p. 77) Il analyse les conséquences de la « désintégration sociale » provoquée par les années Thatcher sur l'immigration, notamment à travers trois dossiers : la crise urbaine, le chômage et law and order. Derrière la « violence sociale » qui secoue sporadiquement ce pays, transparaissent les enjeux liés à l'intégration. L'auteur analyse également les thèmes du « multiculturalisme » et de l'antiracisme, introduits dans la culture politique britannique à la faveur des relations avec les États-Unis. Le premier de ces thèmes est cependant l'objet de vifs débats Outre-Manche : non seulement l'intégration rend caduque la notion de culture d'origine, mais de plus, « l'humanisme universaliste et antireligieux qui rejette le relativisme frileux du multiculturalisme... retrouve droit de cité » après l'affaire Rushdie. De même, « le nationalisme revient au centre des débats politiques ». Enfin, Crowley apporte une nouvelle approche : « les personnes concernées par l'intégration ne sont pas seulement objets de discours mais aussi, depuis longtemps, acteurs politiques de plein droit. En dernier lieu, les enjeux de l'intégration sont tout simplement ceux de la démocratie ». La troisième étude de cas, « Allemagne : l'intégration décentralisée » (pp. 91-102) est dû à la plume de Dietrich Thränhardt. Il traite l'impact des structures fédérales de l'Allemagne sur l'immigration, l'opinion publique, pour de multiples raisons, largement négative par rapport aux communautés immigrées, le chômage, la nationalité, et la nouvelle législation sur le droit d'asile adoptée en 1993 après les tumultes des années 91-92. Il conclut que ce n'est pas l'immigration mais bien la nationalité qui est au cœur des débats. Le chapitre de Ottavia Schmidt di Fredberg (« L'Italie : l'apprentissage d'une politique d'accueil », (pp. 103-116)) insiste sur la particularité de ce pays où l'immigration est un fait nouveau. Il n'en reste pas moins qu'il compte plus de 750.000 ressortissants n'appartenant pas à l'Union européenne. Autant l'intégration individuelle est « lente et difficile au début », autant « l'établissement d'un réseau ethnique ou national qui va suppléer aux carences des institutions protège l'immigré, surtout clandestin » (p. 111). La dernière étude de cas est d'Anne de Tinguy] « L'Europe de l'Est] intégration ou gestion du désordre » (pp. 117-131). Elle porte sur l'émigration à l'intérieur de l'ancien bloc et

présente trois axes de recherche] le fait migratoire comme phénomène nouveau, le statut juridique, le domaine économique et le problème des réfugiés. La conclusion, intitulée « De l'imaginaire à la mobilité : quel avenir pour l'Europe » (pp. 135-160) est signée par C. Wihtol de Wenden, J.-R. Henry et A. de Tinguy. Elle constate lucidement que l'immigration ne peut être stoppée, ne serait-ce que parce qu'elle demeure nécessaire économiquement. « Une politique de fermeture aussi crispée » ne pourrait alors qu'encourager l'immigration clandestine. De même une politique de quotas reste difficile à adopter car, « l'Europe est appelée à s'élargir progressivement à l'Est » (p. 138). Insistant sur les « imaginaires croisés : repli sécuritaire et désir d'Occident » les auteurs proposent de prendre « le mal à sa racine » « en investissant dans des projets créateurs d'emplois dans ces pays de départ » (p. 142). Cet ouvrage collectif apporte des éléments clefs pour comprendre le problème et suggère de nombreuses pistes de recherche (l'intégration de la problématique sécuritaire et de l'imaginaire....). De même, la contribution de Crowley, met en relation les formes de contestation, fussent-elles violentes, et l'intégration qui reste bien distincte de l'assimilation. On peut regretter cependant que l'ouvrage ne soit pas allé plus loin dans cette direction : en effet, un peu partout en Europe, et comme le montrent les enquêtes de M. Tribala, notamment en France, l'assimilation est un processus largement irréversible. Elle loin de signifier aussi l'intégration, ou alors elle se produit parallèlement à une exclusion accélérée de larges pans de la population. Cette situation peut-elle engendrer naissance aux nouveaux groupes ethniques, explicables non plus par les matrices des pays d'origine, mais par celles des pays d'accueil (ethnisation par l'exclusion) ? La situation des Maghrébins en tout cas, nécessite de ce point de vue des recherches approfondies. Enfin, si les études de cas sont nécessaires pour appréhender les spécificités de chaque pays européen, elles sont insuffisantes pour comprendre la constitution des espaces extra-territoriaux. Ces constructions ne marquent ni la fin des territoires ni celle des frontières, mais elles signifient des stratégies de groupe, impliquant autant les Etats d'origine, les Etats d'accueil que les groupes qui échappent aux contrôles étatiques. Il suffit de rappeler, pour se rendre compte de l'enjeu, que ces constructions n'ont pas attendu l'Europe de Maastricht pour gagner une dimension européenne.

INDEX

Index géographique : Balkans, Grèce